

# ACTION URGENTE

## CHINE. DES MILITANTS DÉTENUS AU SECRET DEPUIS DES MOIS

Les militants Zhang Zhongshun et Dai Zhenya, ainsi que Ding Jiayi, ancien avocat spécialisé dans la défense des droits humains, ont été placés en garde à vue le 26 décembre 2019, en raison de leur participation à une réunion informelle avec d'autres avocats et militants un peu plus tôt dans le mois. Accusés d'« incitation à la subversion de l'État », tous trois sont détenus dans un lieu inconnu. Comme ils ne sont pas autorisés à communiquer avec leurs familles ni les avocats de leur choix, les craintes sont vives qu'ils ne soient victimes de torture ou d'autres mauvais traitements.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

**Zhao Feng**  
**Directeur du Bureau de la sécurité publique de Yantai**  
**7 Changan Lu, Laishan Qu**  
**Yantai Shi, Shandong Sheng 264003**  
**Chine**

Monsieur le Directeur,

Je vous adresse ce courrier pour vous faire part de mon inquiétude au sujet des militants **Dai Zhenya** et **Zhang Zhongshun** et de **Ding Jiayi**, ancien avocat spécialisé dans la défense des droits humains, arrêtés par la police le 26 décembre 2019, à la suite d'une rencontre informelle avec d'autres avocats et militants plus tôt dans le mois, à Xiamen.

Les familles des trois hommes ont déclaré qu'elles n'ont pas encore reçu de documents officiels concernant leur placement en détention. Selon l'épouse de Ding Jiayi, la police s'est contentée d'informer sa famille oralement de son arrestation.

Votre bureau aurait refusé toutes les requêtes déposées par les avocats des trois hommes pour les rencontrer, au motif qu'ils sont accusés d'avoir « mis en danger la sécurité de l'État » en « incitant à la subversion de l'État ».

Tous trois sont maintenus en résidence surveillée dans un lieu désigné. Privés de la possibilité de communiquer avec leurs familles et de consulter l'avocat de leur choix, ils courent le risque de subir des actes de torture et d'autres mauvais traitements.

**C'est pourquoi je vous demande :**

- **de libérer immédiatement et sans condition Dai Zhenya, Ding Jiayi et Zhang Zhongshun, à moins qu'il n'existe des éléments crédibles, suffisants et recevables indiquant qu'ils ont commis une infraction reconnue par le droit international et qu'ils ne soient jugés dans le cadre d'un procès respectant les normes internationales d'équité ;**
- **de veiller à ce que, dans l'attente de leur libération, Dai, Ding et Zhang ne soient pas soumis à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements, soient autorisés à consulter régulièrement et sans restriction l'avocat de leur choix et puissent communiquer avec leur famille, sans aucune ingérence, à moins que cela ne soit justifié au regard du droit international relatif aux droits humains.**

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération,

## COMPLÉMENT D'INFORMATION

Dai Zhenya, Ding Jiayi et Zhang Zhongshun étaient des membres actifs du Mouvement des nouveaux citoyens, un réseau militant politique, culturel et social qui prônait de manière pacifique une plus grande transparence au sein du gouvernement, l'état de droit et la fin de la corruption. Les autorités ont commencé à réprimer ce mouvement en 2013 et 2014.

Dai Zhenya se consacrait particulièrement à aider les dissidents en détention. En tant que membre du Mouvement des nouveaux citoyens, il demandait également que le patrimoine des représentants de l'État soit rendu public. Ding Jiayi est un ancien avocat spécialisé dans la défense des droits humains, qui se mobilisait pour les droits des enfants des travailleurs migrants et réclamait plus de transparence au sein des pouvoirs publics. Le 18 avril 2014, il a été condamné à trois ans et demi d'emprisonnement pour « organisation d'un rassemblement dans le but de troubler l'ordre public ». Il a par conséquent été radié du barreau. Zhang Zhongshun est un ancien professeur à l'Université Yantai dans la province du Shandong. En 2008, il a été condamné à trois ans d'emprisonnement pour « utilisation d'une organisation hérétique en vue de corrompre la loi », après avoir passé une vidéo ayant trait à la répression de Tiananmen en 1989.

Dai Zhenya, Ding Jiayi et Zhang Zhongshun comptaient parmi les nombreux avocats et militants qui se sont réunis lors d'une rencontre non officielle à Xiamen en décembre 2019. Depuis le 26 décembre 2019, la police à travers le pays a convoqué ou placé en détention diverses personnes ayant participé à cette réunion.

Un autre militant, l'avocat spécialiste des droits humains Chang Weiping, a été interpellé par des policiers le 12 janvier 2020. Des agents de la Sûreté de l'État ont déclaré à sa femme qu'il se trouvait en résidence surveillée dans un lieu désigné pour « mise en danger de la sécurité de l'État » et que sa licence d'avocat avait été annulée. Il a été libéré le 21 janvier. D'après les médias, d'autres avocats, dont Huang Zhiqiang, Liu Shuqing, Zhuang Daohe et Lu Siwei, ont été convoqués temporairement par la police pour « incitation à la subversion de l'État » et pour avoir « cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public ».

Le 31 décembre 2019, la police a également effectué une descente au domicile de Xu Zhiyong, éminent juriste et fondateur du Mouvement des nouveaux citoyens. Ils ont saisi son coffre, des lettres et des livres. Sa partenaire Li Qiaochu a été détenue pendant 24 heures par la police du district de Haidian, à Pékin, pour avoir « cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public ». Au cours de sa détention, la police l'a interrogée au sujet du lieu où se trouvait Xu Zhiyong. La police a également refusé de lui dispenser les soins médicaux adéquats. Depuis sa libération, Li Qiaochu fait l'objet d'une surveillance étroite. Le 15 février vers 18 heures, la police de Guangzhou a arrêté Xu Zhiyong, ainsi que l'avocat de Yang Bin et la famille de celui-ci. Yang Bin et sa famille ont par la suite été libérés, mais Xu Zhiyong est toujours entre les mains de la police.

Outre Dai Zhenya, Ding Jiayi et Zhang Zhongshun, Li Yingjun se trouve également en résidence surveillée pour « incitation à la subversion de l'État ».

La « résidence surveillée dans un lieu désigné » est une mesure qui permet aux enquêteurs, dans certaines circonstances, de maintenir des personnes hors du système de détention officiel pendant une période pouvant aller jusqu'à six mois, et s'apparente à une forme de détention au secret. Les suspects placés dans cette forme de « résidence surveillée » n'ont pas la possibilité de consulter un avocat de leur choix ni d'entrer en contact avec quiconque, y compris leur famille, et sont exposés à un risque de torture et d'autres mauvais traitements. Cette forme de détention est utilisée pour entraver les activités de défenseurs des droits humains, dont des avocats, des militants et des pratiquants de certaines religions. Les militants et les défenseurs des droits humains continuent d'être systématiquement soumis à une surveillance, à des manœuvres de harcèlement et d'intimidation, à des arrestations et à des placements en détention.

**LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS** : chinois, anglais.  
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE** : 30 mars 2020  
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

**PRÉNOMS, NOMS ET PRONOMS À UTILISER** : Dai Zhenya (il), Ding Jiayi (il), Zhang Zhongshun (il)